

SAMIR AMIN

## PREFACE A HAMADY ALY DIENG

Les organisations étudiantes de la période de l'après deuxième guerre mondiale constituaient un segment important de la grande vague des mouvements de libération nationale qui ont transformé la face du monde, assurant aux peuples d'Asie et d'Afrique la reconquête de leur indépendance politique. Ce livre, fruit d'une recherche méticuleuse, comble une lacune sérieuse concernant l'histoire de ces organisations.

Et à ce double titre – par l'importance du sujet et la qualité des informations et des analyses de l'auteur – il restera non seulement l'ouvrage de référence qu'il mérite d'être, mais encore une source de réflexion critique sur l'histoire de l'Afrique contemporaine, permettant de mieux situer à la fois l'ampleur du mouvement de libération qui a remué le continent et l'origine des limites des réalisations venues en réponse à l'attente de ses peuples.

J'étais moi-même à l'époque étudiant à Paris et je militais dans les organisations anticolonialistes. Mon témoignage trouvera donc une place normale dans la préface de cet ouvrage. Par ailleurs, je crois utile de situer les débats qui ont animé la vie des organisations étudiantes concernées dans le cadre d'une analyse politique plus large qui permet de préciser la nature des défis auxquelles elles étaient confrontées.

### **1945-1957 : la mise en place du nouveau système mondial**

Vue avec le recul du temps, la première décennie de l'après-guerre est celle de la mise en place du système qui se déploiera au cours des années 1960 pour entrer en crise au cours des années 1970 et 1980. J'ai proposé dans mon Itinéraire intellectuel (pages 23 à 34) une lecture de ce moment de l'histoire telle que nous l'avions vécue à l'époque, et telle qu'aujourd'hui elle me paraît avoir été, avec le recul du temps.

Le succès de la stratégie américaine en Europe et au Japon a été rapide et total, grâce au ralliement sans condition de toute la bourgeoisie de ces pays et de tous les partis sociaux-démocrates. Cette stratégie d'hégémonie mettait l'accent, dès le départ, sur la constitution d'un bloc militaire antisoviétique. Les étapes de la mise en place de l'hégémonie américaine ont été le Plan Marshall (1947), l'OTAN (1949), le traité de San Francisco (1951). Face à ce déploiement l'URSS demeurait jusqu'au milieu des années 1950 dans une position isolée et défensive, contrainte de rentrer dans la course aux armements pour mettre fin au monopole des Etats Unis dans ce domaine. A Yalta l'URSS avait obtenu le droit de se constituer un glacis protecteur en Europe orientale, mais rien de plus. La mise en place de régimes alignés dans cette région se heurtait néanmoins à des difficultés qui n'ont jamais été véritablement surmontées. C'est seulement après la mort de Staline (1953) et surtout le XXe Congrès (1956) que l'URSS amorce une stratégie nouvelle visant à rompre l'isolement dans laquelle elle avait vécu jusque-là par une alliance avec le tiers monde, dont la Conférence de Bandung (1955) annonçait l'émergence. Le système soviétique, parvenu à amorcer son rattrapage sur le plan militaire (le premier Spoutnik lancé en 1957 signalait l'évènement), restait néanmoins fragile comme le démontrait l'insurrection de Budapest en 1956.

Le véritable obstacle au déploiement de la stratégie hégémoniste américaine provenait du mouvement de libération nationale d'Asie et d'Afrique, résolu à partir de 1945 à reconquérir l'indépendance des nations non européennes soumises au joug colonial. L'impérialisme n'est ici jamais parvenu - jusqu'à ce jour - à trouver les termes d'un compromis social et politique permettant de stabiliser réellement à son profit l'exercice du pouvoir dans les pays de la périphérie capitaliste. J'interprète cet échec comme la preuve que ce compromis est en fait objectivement impossible, que la polarisation générée par l'expansion capitaliste crée ici, à la périphérie, une situation objective par nature potentiellement révolutionnaire, toujours explosive et instable.

Dans l'espace des quinze années qui suivent la fin de la guerre mondiale la structure du système politique mondial se trouvera transformée d'une manière radicale. Pour la première fois dans l'histoire le système des Etats souverains sera étendu à la planète toute entière. Cette transformation a été imposée par les luttes de libération nationale qui ont mobilisé tous les peuples d'Asie et d'Afrique. Jamais la moindre concession allant dans le sens du changement n'a été faite par l'impérialisme sans lutte pour l'arracher. La formation du système international qui caractérise notre époque n'est pas le résultat d'une exigence interne du capitalisme qui l'aurait souhaité, voire même planifié, mais au contraire le résultat de luttes s'inscrivant dans une logique en conflit avec celle de l'expansion capitaliste mondiale, celle-ci s'adaptant - avec succès certes, du moins dans le court terme - à cette transformation. Cela étant, la puissance hégémonique du système de l'après guerre - les Etats Unis - étant capable de s'adapter plus facilement que les vieilles puissances coloniales sur le déclin, a pu paraître parfois favoriser l'évolution. Je ferai remarquer que si cette apparence correspond à la réalité jusqu'à un certain point en ce qui concerne les concessions faites aux mouvements de libération nationale les plus faibles, acceptant de ce fait le compromis néo-colonial, au contraire les Etats Unis ont pris la direction de la coalition impérialiste pour

combattre les mouvements radicaux, qu'ils aient été dirigés par des partis communistes (Chine, Viet Nam, Cuba etc) ou par des nationalistes intransigeants et soutenus par un mouvement populaire radicalisé (nassérisme, socialismes arabes et africains).

Dans cette perspective le moment du grand flux de la libération nationale (1945-1975) qui précède son reflux s'est soldé par des acquis considérables incontestables pour l'ensemble de l'Asie et de l'Afrique et, par un effet de solidarisation des évolutions, pour l'Amérique latine.

Les avancées les plus marquantes ont été produites en Chine, où le combat pour la libération nationale se confondait avec celui pour le socialisme. Lisant dès sa parution en 1952 la Démocratie Nouvelle de Mao Zedong, j'adoptais ce point de vue fondamental que l'époque n'était plus celle de révolutions bourgeoises, désormais impossibles du fait de l'inscription de la bourgeoisie locale dans le projet expansionniste impérialiste, mais celle de la révolution socialiste. Celle-ci, à la périphérie du système capitaliste, se développait dans une stratégie ininterrompue par étapes, la révolution anti-impérialiste démocratique de libération, dirigée par le prolétariat et son parti (communiste), en alliance étroite avec la paysannerie, neutralisant la bourgeoisie nationale et isolant l'adversaire constitué par le bloc féodal-compradore, créant ainsi les conditions d'un passage rapide au stade de la construction socialiste.

Reproduite au Viet Nam et en Corée cette stratégie s'est heurtée aux agressions militaires des impérialistes. La première guerre du Viet Nam (1945-1954), comme la seconde (jusqu'en 1975) et la guerre de Corée (1950-1953) constituaient la preuve de la volonté collective des impérialistes de s'opposer à ce mouvement.

Le critère de succès du mouvement de libération nationale se mesurait donc à l'aune de ces avancées maximales. Il était évident pour nous que toute libération qui n'irait pas jusque-là n'aurait pas achevé son parcours. On pensait qu'objectivement les conditions existaient pour y parvenir partout en Asie et en Afrique, à commencer par l'Egypte.

Comme tous les jeunes Egyptiens de l'époque j'avais été enthousiasmé par l'ampleur de la radicalisation du mouvement populaire, anti-impérialiste et social, qui culminait le 21 février 1946, et par le succès du mouvement communiste qui, malgré sa jeunesse avait gagné le respect de tous ceux chez qui en Egypte vibrerait une corde patriotique et sociale. Il était la seule force qui osait s'opposer à la monarchie, exécrée par les couches politisées des classes populaires et la petite bourgeoisie radicalisée. Il paraissait donc apte à diriger un front uni à la manière chinoise ou vietnamienne. La répression continue - l'Egypte n'avait connu aucun moment démocratique véritable dans toute son histoire moderne, tant la crainte du communisme était forte dans les classes exploiteuses et chez les maîtres impérialistes - n'empêchait pas « le drapeau rouge » de flotter sur la vallée du Nil, comme on disait à l'époque, et c'était vrai : une démocratie bourgeoisie authentique aurait à l'époque permis aux communistes de gagner sans aucun doute les larges masses et peut être même des élections. Ni la bourgeoisie, ni les puissances occidentales ne pouvaient accepter ce risque.

La création d'Israël et la première guerre de Palestine (1948) ont donné un répit aux forces réactionnaires locales. Mais la défaite de 1948 portait en elle l'effondrement certain de la monarchie, pilier politique central de la domination impérialiste et réactionnaire. Dès 1950 la victoire électorale du Wafd, contraint de dénoncer le traité inégal de 1936, l'amorce d'une guérilla dans la zone du Canal occupée, signifiaient bien que l'espoir d'une révolution anti-féodale anti-compradore était possible. L'incendie du Caire (février 1952), le renvoi du gouvernement wafdiste et l'ingouvernabilité du pays qui a suivi ont finalement conduit au coup d'Etat des Officiers libres (juillet 1952) qui simultanément donnait l'espoir d'une avancée sociale possible et coupait l'herbe sous les pieds des forces progressistes porteuses de l'avenir du pays.

Toujours est-il que, après avoir nourri l'espoir d'un soutien occidental et fait toutes les concessions qu'il fallait dans ce sens, le nassérisme était amené à comprendre qu'il n'y avait rien à attendre des Etats Unis dont l'objectif, depuis la déclaration tripartite de 1950 (Etats Unis, Grande Bretagne et France), était de contrôler directement la région tout entière par des régimes à leur solde, en s'appuyant sur leurs deux prolongements militaires - Israël et la Turquie - et en imposant aux Arabes l'adhésion à des pactes militaires prenant le relais des protectorats britanniques et français déconfits. En refusant le pacte de Bagdad proposé par Washington (1954) Nasser devenait la cible d'une offensive visant à le renverser. C'est exactement à ce moment que se cristallise le front de Bandoung (1955) et que, par ce biais, l'URSS brise son isolement en offrant son soutien aux mouvements de libération nationale du tiers monde en conflit avec les impérialistes. La livraison d'armes tchèques à l'Egypte entraînait la décision d'abattre Nasser (octobre 1956), ce que la France, en réponse au soutien apporté au FLN algérien, et l'Angleterre, en réponse à la nationalisation du canal de Suez (juillet 1956), se proposaient. L'échec de cette dernière aventure coloniale dans laquelle s'illustraient côte à côte les conservateurs de Londres et les socialistes de Paris ayant oublié qu'ils ne pouvaient agir que conformément aux plans américains et sous leurs instructions ouvre alors un tout nouveau chapitre du déploiement de la libération nationale en Egypte, opérant dans des conditions très différentes de celles de la décennie précédente. La bourgeoisie, en Egypte comme ailleurs, semblaient reprendre le contrôle et la direction de la libération nationale, contrairement aux thèses fondamentales dominantes depuis 1945.

Le Mashrek arabe dans son ensemble s'apprêtait à remettre en question les équilibres fragiles construits dans l'entre-deux-guerres. La formation du parti baathiste, qui allait présider aux destinées de la région à partir de la fin des années 1950, ne nous échappait pas, pas plus que la compétition idéologique entre le mouvement communiste et le baathisme, dont nous doutions de la sincérité des prises de position anti-impérialistes et dont le style parfois fascisant nous inquiétait. Depuis les émeutes de Sétif en 1945 et de Tunisie en 1952 nous savions que les jours du pouvoir colonial au Maghreb étaient comptés. Mais qui dirigerait la libération ? La monarchie marocaine et la bourgeoisie tunisienne à qui la France remettait les pouvoirs en 1956 (une conséquence directe de la guerre d'Algérie, commencée le 1er novembre 1954) seraient-elles capables d'imposer leur ordre néo-colonial ? Le puissant mouvement populaire et plébéien que représentait le FLN algérien surmonterait-il l'anticommunisme de ses dirigeants, un anticommunisme malheureusement facilement alimenté par les attitudes suivistes des communistes maghrébins accrochés au PCF dont l'attitude était pour le moins ambiguë dans cette région ?

En Iran la puissance du parti Toudeh nous gonflait d'optimisme, en dépit du retrait soviétique, abandonnant en 1945 les républiques autonomes d'Azerbaïdjan et du Kurdistan. Le chauvinisme que le Shah pouvait capitaliser à son profit à cette occasion allait être de courte durée. De 1951 à 1953, Mossadegh, en nationalisant le pétrole, amorçait avec beaucoup d'avance sur les autres les grandes batailles de l'avenir. L'échec devait garantir la dictature sanglante du Shah pendant un quart de siècle. En 1954 d'ailleurs, l'Iran entraînait avec la Turquie aux côtés des Etats Unis dans la bataille pour tenter d'imposer à toute la région sa soumission à la pactomanie américaine.

Les luttes de libération de l'Asie et de l'Afrique occupaient effectivement le devant de la scène mondiale depuis 1945. Nous étions convaincus de ce fait. De surcroît nous estimions que, parce l'URSS et la Chine, isolées, sur la défensive, ne pouvaient nous apporter que leur soutien moral, il fallait compter sur nos propres forces.

Mesurant le succès de la libération nationale à l'aune des victoires de la Chine et du Viet Nam, nous pensions que les guerres et guérillas de libération engagées depuis 1945 dans tout le Sud-Est asiatique avaient le même potentiel. Lorsque, progressivement donc, les pouvoirs réactionnaires ou nationalistes modérés locaux l'ont emporté, au début des années 1950, nous estimions que cette défaite ne pouvait être que provisoire. Bien entendu nous n'imaginions pas que dans l'époque nouvelle qui s'ouvrait - celle de Bandung - la configuration du conflit entre l'impérialisme et les nations du tiers monde se présenterait d'une manière différente de celle qui avait dominé jusque là.

C'est pourquoi aussi, nous avons considéré que la partition de l'Inde en 1947-1948 et la constitution du gouvernement du Congrès en Inde constituaient des victoires majeures de l'impérialisme qui ici s'était révélé capable de mettre un terme brutal au déploiement d'une guerre de libération à la chinoise. Le rapprochement diplomatique de l'Inde de Nehru et de la Chine et la signature du traité de 1954 sur le Tibet nous paraissaient être de bonnes choses, mais ne modifiaient en rien notre jugement concernant le parti du Congrès. L'année suivante, à partir de Bandung, les choses ont commencé à paraître se présenter différemment.

Jusque vers la fin des années 1950, je partageais la vision « marxiste-léniniste » du soviétisme dominant, concernant les questions fondamentales relatives à la nature du socialisme et à sa construction effective en URSS. Je ne me rendais pas encore compte que la théorie de la polarisation capitaliste dont j'amorçais la formulation obligeait à repenser la nature du défi véritable posé par l'expansion du capitalisme réellement existant dans des termes différents de ceux définis par le contraste révolution-bourgeoisie ou révolution-socialiste à la périphérie du système, qui étaient les termes du marxisme-léninisme et même du marxisme classique.

Cela étant, certains d'entre nous n'étaient pas dupes de l'image d'Epinal fournie par la propagande soviétique concernant la perfection de son système. On avait parfois voyagé dans les pays « socialistes », constaté l'absence de démocratie, lu suffisamment pour ne pas ignorer la violence de la répression. Deux autres réalités, pas toujours prises suffisamment en considération, nous paraissaient plus importantes que les « imperfections » du soviétisme.

La première est que l'hostilité haineuse des pouvoirs occidentaux à l'égard de l'Union soviétique (qu'on pense à ce que fut le Mac Carthysme, ou même, trente ans plus tard, la vision de « L'Empire du Mal » par Reagan ou Bush) nous faisait penser que le système de ce pays représentait un danger réel pour le capitalisme. Non pas qu'il fût agressif. Au contraire nous voyions bien qu'il était sur la défensive et, à juste titre, je n'ai jamais cru un instant qu'un politicien occidental qui ne fût pas un imbécile ait pu croire à l'intention de Staline d'envahir l'Europe occidentale. Notre position de solidarité avec l'URSS n'exigeait même pas une conviction totale concernant la nature du système. Nous étions habitués à penser - à juste titre - que depuis 1492 les puissances occidentales ne sont jamais intervenues dans une région quelconque du tiers monde pour y défendre une cause défendable, mais que leurs interventions ont toujours été, sans exception, néfastes pour nos peuples. Nous comprenions donc, spontanément presque, que le capitalisme impérialiste ne peut tolérer qu'un pays quelconque refuse de se soumettre aux impératifs de ses diktats et que c'était cela que l'Occident reprochait à l'URSS.

La seconde est que nous portions un jugement critique sur la démocratie bourgeoise, beaucoup plus radical que celui de nombreux progressistes occidentaux. Nous voyions quotidiennement comment cette démocratie était systématiquement refusée pour nos peuples et comment les diplomates occidentales ne l'invoquaient que si cela était tactiquement dans leur intérêt. Rien n'a changé sur ce plan. Il reste que l'argument - s'il se comprend au plan psychologique - n'est pas valable, car par définition le socialisme, ou même toute avancée populaire dans sa direction, doit être plus démocratique que toute démocratie bourgeoise. Nous tordions trop le bâton dans l'autre sens. Pourtant, lorsqu'il s'agissait de nos pays, nous étions sévères - à juste titre - concernant le déficit démocratique des régimes nationalistes populistes. Nous avons ici raison, mais aurions dû voir que l'argument s'appliquait également à l'URSS.

Concernant la « crise générale du capitalisme », pour employer les termes de la formulation soviétique de l'époque, nous étions très optimistes. Nous pensions que les conditions objectives étaient pour l'essentiel identiques à celles de la Chine dans tous les pays du tiers monde et que, par conséquent, la radicalisation de la libération nationale et sa poursuite jusqu'à la révolution socialiste était à l'ordre du jour. L'émergence ultérieure d'une nouvelle tentative bourgeoise nationale à partir de Bandung prouve a posteriori que nous avons simplifié l'analyse. Cela étant nous ne croyions pas que la révolution socialiste était à l'ordre du jour ailleurs que dans la périphérie du système.

### **Les options militantes des étudiants anticolonialistes**

Beaucoup d'entre nous militaient d'abord au PC, donc plongés dans la vie politique française. Chose qui m'a toujours paru naturelle. Je ne conçois pas qu'on vive dans un pays sans s'y intéresser. Je suis un internationaliste convaincu, sans problème. Etudiants nous étions actifs dans l'UNEF. On s'y battait contre les fascistes, dirigés déjà par l'illustre Le Pen. Manifestations de rue violentes et interventions de la police, toujours pour protéger les fascistes comme il se doit. La vie militante française comportait des dimensions intellectuelles, discutables certes mais tout de même remarquables. Débats approfondis sur la politique, l'histoire, critique littéraire et artistique se succédaient à grand rythme. Pas une semaine sans qu'un de leurs sujets ne nous occupât.

Mais on militait également beaucoup au sein de nos organisations de « coloniaux ». C'était pour moi, tout aussi important. D'abord nous répondions, au coup par coup, aux événements marquants de la lutte de libération des peuples auxquels nous appartenions. Le procès des députés Malgaches (Raseta) et leur condamnation, les émeutes de Casa de décembre 1952, la déposition du Sultan Ben Youssef en août 1953, les vicissitudes de la guerre du Viet Nam (le trafic des piastres en 1953), plus tard celles de la nouvelle guerre d'Algérie - la visite de Guy Mollet à Alger en janvier 1956 et sa déculotade, l'arraisonnement de l'avion marocain qui transportait Ben Bella en septembre 1956, les troubles de Tunisie et le retour de Bourguiba en juin 1955, les concessions de 1957 qui ouvraient la perspective d'une autonomie pour les colonies d'Afrique etc.

La victoire des Vietnamiens à Dien Bien Phu (mai 1954) nous a tous réjoui. Enfin cette guerre ignoble allait se terminer par la victoire de ceux à qui elle devait revenir. C'est une joie que nous n'avons jamais cachée. Internationalistes à fond, nous haïssons l'impérialisme, de quelque nationalité fut-il. Comme il aurait été normal qu'un Allemand se réjouisse de la défaite d'Hitler. J'ai éprouvé la même joie lorsque les Américains furent boutés hors de Saïgon en mai 1975 et trouvé fort amusantes les images télévisées de la fuite des généraux américains se bousculant les uns les autres pour grimper dans les hélicoptères, avec sous leurs bras les paquets d'objets d'art volés au Viet Nam. Comme quoi les armées impérialistes ne sont jamais glorieuses.

Pour moi en particulier les événements concernant le Moyen orient et l'Égypte : la guerre de Palestine de 1948, le coup d'état de la CIA contre Mossadegh en Iran (1953), la dénonciation du traité de 1936 par l'Égypte et l'amorce d'une guérilla dans la zone du canal (1951), l'incendie du Caire (février 1952), le coup d'Etat nassérien de juillet 1952 et ses suites en 1954, les arrestations de communistes de 1954 à 1956, puis la nationalisation du Canal (juillet 1956) et la guerre de Suez (octobre-décembre 1956). Sur un plan plus général la grande conférence de Bandung (1955) et la rupture sino-soviétique (amorcée dès 1957) constituent les dates marquantes, les grands tournants de notre histoire contemporaine.

Nous ne nous contentions certainement pas de suivre les événements et d'y réagir. Nous estimions que nos responsabilités - et nos capacités peut être - exigeaient de nous une réflexion plus systématique, capable de nous associer à l'élaboration des stratégies de libération et de construction du socialisme. Une tâche double. D'une part une réflexion théorique concernant les problèmes fondamentaux de l'expansion capitaliste. C'était le sujet que j'avais choisi pour ma thèse de doctorat («L'accumulation à l'échelle mondiale») et qui est resté toute ma vie jusqu'à ce jour ma préoccupation théorique fondamentale. D'autre part une réflexion plus directement politique concernant la relation libération nationale-construction du socialisme, concernant donc l'essentiel du devenir de nos pays du tiers monde.

Le comité de liaison des étudiants anticolonialistes au sein duquel je militais et dont Jacques Vergès était le secrétaire général a joué un rôle important au cours des années 1948-1954 et a même, à mon avis, exercé une influence non négligeable à plus long terme et à une plus grande échelle, par sa contribution à la radicalisation de jeunes qui ont par la suite été des hommes (peu de femmes à l'époque !) politiques actifs dans leurs pays respectifs. Mener à bien cette tâche exigeait beaucoup de fermeté stratégique combiné à de l'habileté tactique. Il

fallait rester suffisamment proche des « masses nationalistes » pour être admis par elles, mais en même temps les faire avancer au delà de ce nationalisme anti-impérialiste spontanée pour leur faire acquérir une « conscience de classe socialiste ». Il fallait dialoguer en permanence avec les dirigeants des mouvements de libération nationale tels qu'ils étaient, parfois certes « démasquer » certains d'entre eux, quand ils se compromettaient avec les impérialistes, français ou américains, mais parfois aussi les aider eux mêmes à avancer. Les nuances de notre stratégie et de nos tactiques n'étaient pas toujours comprises par les autorités dirigeantes du PCF, auquel nous demeurions dévoués par principe. Nous étions fréquemment qualifiés de « déviants nationalistes petits bourgeois » ou « d'opportunistes » - de droite ou de gauche selon les circonstances. On nous opposait des discours dogmatiques dans la langue de bois qu'on connaît.

Le fond du problème paraît simple, avec le recul du temps. La ligne politique avait été donnée par le fameux rapport de Jdanov de 1948, qui définissait le monde comme partagé entre deux camps, celui du socialisme (et de la paix) et celui du capitalisme (et de la guerre). Une analyse qui ne me paraît pas avoir faussé, en réponse à la guerre froide que les Etats Unis déclenchaient. Mais qui était simplificatrice sur de nombreux plans. En choisissant la guerre et la paix comme axe central de l'action de masse, elle donnait la priorité à la défense de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est encerclés et menacés et par là même inspirait une réduction dangereuse du camp du socialisme aux Etats socialistes (ou dits tels) et soumettait les stratégies révolutionnaires ailleurs aux priorités de cette défense. C'est le reproche que plus tard le maoïsme adressera à l'URSS. Mais par ailleurs la dualité simple de Jdanov ne permettait pas de comprendre qu'une autre contradiction fondamentale traversait « le camp du capitalisme », celle qui opposait les peuples colonisés d'Asie et d'Afrique aux métropoles impérialistes et à leur protecteur américain. Or notre action - celle du Comité des Etudiants anticolonialistes - se situait précisément sur le tranchant de cette contradiction. Fallait-il soumettre tout, dans cette lutte de libération de nos peuples, aux impératifs de la guerre froide? La simplification de Jdanov faisait tomber dans le piège que les Américains tendaient ; comme les Soviétiques les Américains aussi décrivaient le monde comme partagé dans deux camps, qu'eux appelaient le « communisme » (satanisé) et le « monde libre », comme si dans celui-ci les peuples dominés étaient libres !

Par ailleurs la doctrine Jdanov pouvait être interprétée d'une manière qui flattait indirectement le chauvinisme impérialiste français, de dire que les peuples colonisés par la France ne devaient pas lutter pour leur libération mais combattre avec le PCF pour faire passer la France dans le camp du socialisme (entraînant ainsi ses dépendances). Il est intéressant de remarquer que beaucoup de ceux qui furent nos pires adversaires, les plus dogmatiques d'entre les dogmatiques sont devenus par la suite des chantres de l'anti-communisme banal.

### **Le milieu politique colonial en France**

Durant ma vie d'étudiant, mon action militante m'avait donc amené naturellement à connaître et à fréquenter de très larges pans des milieux politiques africains.

Il y avait d'abord les jeunes - à l'époque - c'est à dire principalement des étudiants africains, ceux qui devaient créer en 1950 la FEANF, dont j'ai connu pratiquement toute la première génération. Cette première génération devait fournir, par la force des choses, beaucoup de cadres majeurs - de gouvernement ou d'opposition plus ou moins radicale - dans les Etats indépendants après 1960. Je les ai donc presque tous retrouvés plus tard dans ces fonctions. Ayant terminé mes études en 1957 je n'ai pas connu la seconde génération, venu en nombre beaucoup plus important à partir de 1955-1956, à la veille de la loi cadre qui devait accorder une semi autonomie aux colonies d'Afrique subsaharienne. L'accélération de la formation de cadres africains avait pris son envol et de ce fait, le militantisme devait évoluer, peut être même changer de nature : la perspective d'être dans le système se substituait à celle de le combattre. Progressivement allait se dessiner l'embryon de la future nouvelle classe, celle de jeunes préoccupés avant tout de mettre à profit leur « rente-diplôme ».

Non moins intéressants étaient nos rapports avec ceux qu'on doit appeler les « politiciens » de la nouvelle Afrique - dirigeants de partis - sections du RDA ou autres - syndicalistes, élus au Parlement français ou au Conseil de l'Union Française. Paris était pour beaucoup d'entre eux un lieu soit de séjours prolongés (les parlementaires) soit de visites plus ou moins fréquentes. Nous étions amenés, généralement en délégation, à les rencontrer, et beaucoup d'entre eux discutaient longuement avec nous. Les occasions de rencontre étaient fournies d'abord par nos protestations contre les mesures répressives prises à l'encontre des militants étudiants. On allait donc voir en délégation les parlementaires et les dirigeants. Je dois dire ici pour l'histoire que ceux-ci nous soutenaient toujours. Il est vrai que nous n'allions pas voir les « pourris », propulsés par l'administration coloniale dans des élections falsifiées. Mais tous les autres, qu'il s'agisse de radicaux ou de modérés, condamnaient la répression. Mais leurs interventions n'avaient pas - à l'époque - le poids suffisant, face à des gouvernements - auxquels ils appartenaient parfois ou qu'ils soutenaient - toujours soucieux avant tout de protéger leur administration, fut-elle ultra.

Nous allions également rencontrer ces dirigeants pour discuter des problèmes brûlants à l'ordre du jour - généralement des débats à l'Assemblée Nationale ou au Conseil de l'Union Française. Par exemple les événements de Dimbokro et la répression sanglante en Côte d'Ivoire (1950), l'abolition du travail forcé et son application douteuse, le procès des parlementaires malgaches - Raseta et Ravoahangy. Il s'agissait pour nous

d'exprimer le point de vue des « Etudiants anticolonialistes », de soutenir et d'encourager les déclarations des dirigeants jugées positives et progressistes, de critiquer celles qui nous paraissaient insuffisantes. Yves Benot dans *Les députés africains au palais Bourbon de 1914 à 1958* a donné une analyse fine et précise de ces débats et des positions qui y furent prises par les uns et les autres.

Mais le plus important peut être est, qu'à ces occasions, il nous arrivait parfois d'aborder les questions stratégiques de fond. Que voulait-on? Quels devraient être les objectifs stratégiques de la lutte anticolonialiste? L'indépendance - fut elle encore en apparence éloignée - ou l'assimilation, ou la construction d'une « Union française véritable », c'est à dire d'un Etat multinational, plus ou moins fédéré ou confédéré? Aujourd'hui on peut croire que la seule option progressiste ne pouvait être que celle de l'indépendance. Mais à l'époque les choses se présentaient d'une manière plus complexe, surtout dans les années 1946-1950.

Pour les mouvements politiques les plus radicaux - l'UPC du Cameroun, surtout à partir de l'insurrection de 1955 et de la répression sanglante qui allait se poursuivre jusque longtemps après l'indépendance de 1960 - l'indépendance était l'objectif stratégique évident, mais, encore mieux, cet objectif était associé à la révolution socialiste. C'était le modèle vietnamien, que les mouvements dans les colonies portugaises allait à leur tour tenter de mettre en oeuvre. Mais l'UPC était seule du genre dans les colonies françaises d'Afrique subsaharienne. Pour les Malgaches également, dont l'attachement à l'identité nationale qui est la leur avait toujours été présent durant la colonisation, l'objectif stratégique était l'indépendance. Si l'idée d'une Union Française était acceptée, c'était une concession possible - ne réduisant pas l'autonomie nationale totale revendiquée - dans le cadre d'une confédération floue. Un peu comme Ho Chi Minh l'avait proposé à Paris en 1945-1946.

Mais pour les autres pays d'Afrique de l'Ouest et du centre les choses étaient moins tranchées. D'abord parce qu'on se battait sur le terrain pour l'assimilation au sens de l'abrogation des lois spéciales pour les colonies ; on revendiquait l'extension des lois françaises à tous les territoires d'outre mer. C'était certainement tactiquement irréprochable. A titre d'exemple amusant et peu connu, - les livres d'école. Ce sont les instituteurs africains qui ont réclamé la suppression des livres scolaires « spéciaux », « faits pour les colonies » - et donc forcément au rabais - et exigé qu'on leur substitue ceux en usage en France. C'est ainsi que fut mis en usage le célèbre manuel scolaire d'histoire rappelant aux enfants noirs « leurs ancêtres les Gaulois »... Mais à supposer que les luttes l'aient emporté sur ce terrain, qu'en aurait été le résultat ?

Les partis communistes des Antilles et de la Réunion se sont battus sur ce terrain et ont fini par l'emporter effectivement. Le résultat s'impose aujourd'hui : l'assimilation a créé une dépendance économique et sociale telle qu'il est difficile de concevoir que le mouvement puisse être inversé et que les Antilles et la Réunion puissent un jour - pour le meilleur ou pour le pire - devenir indépendants. Paradoxe apparent : si aujourd'hui les Antilles et la Réunion sont devenues indissociables de la France, elles le doivent aux efforts des communistes, couronnés de succès. La droite, qui s'était toujours opposée à l'assimilation des droits, défenseur hier de l'esclavage et plus tard du statut colonial, n'aurait donc pas évité que le mouvement conduise, ici comme dans les Antilles anglaises et à Maurice, à la revendication indépendantiste.

Le même degré d'assimilation aurait-il été possible - à supposer qu'il ait été véritablement voulu et poursuivi - à l'échelle de l'Afrique ? La réponse invite à dépasser le cadre de la « question nationale ». Car l'assimilation totale au plan économique et social n'implique pas nécessairement l'abolition de la spécificité culturelle et de la diversité nationale. Les Antillais et les Réunionnais sont, selon les uns, des nations différentes de la nation française, selon d'autres ils ne le sont pas. Mais tout le monde s'accordera pour considérer que les Africains n'étaient pas et ne pouvaient être - ou devenir - des Français. Si je dis que l'assimilation « à l'antillaise » n'était pas possible à l'échelle de l'Afrique ce n'est donc pas pour des raisons nationales-culturelles, mais pour des raisons économiques. Tout au moins dans le cadre d'un système qui serait resté fondamentalement capitaliste. Aurait-elle été possible dans un autre système ? N'oublions pas que c'était l'objectif stratégique du PCF, au moins en 1946 : construire une « vraie » Union française, comprise comme populaire et fortement centralisée et homogène au plan de son organisation économique et sociale, mais diverse à celui des nations qui la composent. Autrement dit un Etat socialiste multinational, après tout comme l'URSS l'était. Je ne sais pas si cela aurait été réellement possible ; en tout cas l'histoire ne l'a pas voulu ainsi. Cela aurait certainement impliqué des sacrifices économiques pour le peuple français, appelé à soutenir le rattrapage dans ses ex-colonies. Après tout c'est ce que les Russes ont fait dans l'URSS : la Russie a financé l'Asie centrale et la Transcaucasie (et c'est pourquoi l'analogie faite entre l'Empire soviétique et les Empires coloniaux n'a pas de sens). Mais l'histoire a bien montré aussi la fragilité de cette construction dont les Russes eux-mêmes, semble-t-il, ont cessé de souhaiter le maintien.

Lorsque nous ouvrons le débat sur la perspective stratégique avec les dirigeants africains on était conduit à poser ces questions, même si leur formulation restait ambiguë et parfois confuse. Or sur ce plan il me semble que ma mémoire ne me trompe pas. La plupart des dirigeants africains n'y avaient tout simplement jamais réfléchi, sauf les Malgaches et les Camerounais qui avaient opté pour l'indépendance, comme d'ailleurs les Vietnamiens, les

Cambodgiens, les Laotiens et les Maghrébins. La plupart des dirigeants africains qui se battaient pour l'assimilation sur le terrain (« les mêmes lois » etc...) n'avaient pas de vision stratégique. Ils étaient des tacticiens. En tout état de cause la question allait être tranchée par l'histoire en fermant cette option. D'abord bien entendu parce que la droite française n'avait jamais voulu autre chose que des colonies. L'Union et rien de plus. Française était ainsi vidée de tout contenu autre possible. Le Parti Communiste lui-même s'en rendait compte et progressivement abandonnait le projet de la République populaire multinationale, tandis que la SFIO, timorée, ralliait de fait les positions colonialistes traditionnelles. On comprend alors que les jeunes Africains aient pris l'initiative de proclamer l'objectif stratégique de l'indépendance. Le P.A.I. (Parti africain de l'indépendance) a été le produit de cette maturation. Tardive finalement, il faut le dire, puisque datant de 1957 seulement. Date à laquelle déjà se dessinait en pointillé la possibilité de l'indépendance que la loi Cadre ouvrait. Sans doute quelques événements extérieurs avaient accéléré la maturation : la révolte des Mau Mau au Kenya (mais ce pays, anglophone et lointain était fort peu connu chez les étudiants de Paris), la guerre d'Algérie éclatant en novembre 1954 (et l'Algérie était, dans le mythe général, pensée comme « française », qu'elle le veuille ou non ... et sa rébellion avait surpris !), mais surtout la rébellion de l'U.P.C., justement dans cette Afrique « française » subsaharienne. Cela ne réduit en rien la portée historique de l'initiative des fondateurs du P.A.I.. Mais du coup, parce que cette initiative prenait les devants (la loi cadre ne prévoyait pas formellement l'indépendance), les politiciens africains la condamnaient. Erreur de jugement de leur part, puisque l'indépendance vint quand même, et plus vite que prévu, non seulement pour le pays qui avait voté non au référendum de 1958 (la Guinée) mais même pour ceux qui avaient voté oui ! Du coup ces politiciens pouvaient apparaître, aux yeux de la nouvelle génération, comme des « hommes du passé ».

Ainsi donc le succès que l'action du noyau des Etudiants Anticolonialistes a enregistré en milieu africain ne fait pas de doute. Nous cherchions d'ailleurs également à étendre nos relations aux mouvements des autres pays africains. Le Gold Coast (le Ghana actuel) était connu pour être la colonie d'Afrique la plus avancée, ayant connu un démarrage économique une cinquantaine d'années en avance sur la Côte d'Ivoire qui reproduira ce modèle dans son « miracle » ultérieur avant de s'enliser à son tour dans la voie sans issue de la mise en valeur coloniale. On connaissait la réponse au défi qu'esquissait Nkrumah dans son appel au panafricanisme, en avance d'un demi siècle sur les exigences objectives d'une réponse réelle au défi par la régionalisation. Nous pensions que cette réponse était, à terme, la seule valable. Nous ramions donc à contre courant puisque, avec la balkanisation que la loi cadre allait institutionnaliser, la tendance au repliement sur les « territoires-futurs Etats » progressait, surtout dans la nouvelle génération des étudiants pressés de s'inscrire dans le mouvement pour en tirer un bénéfice immédiat. Nous portions également une attention particulière au Soudan, pays de jonction entre les mondes arabe et noir, dont nous savions, depuis la chute de la monarchie en Egypte, qu'il s'acheminait vers l'indépendance (que le pays obtint avant les autres en Afrique, dès 1956), les Britanniques n'étant plus en mesure d'en retarder indéfiniment l'échéance. Nous étions évidemment également convaincus que la lutte armée engagée par les Mau Mau au Kenya inaugurerait une étape nouvelle du mouvement de libération nationale.

L'action des Etudiants Anticolonialistes dans le milieu nord africain était plus difficile. C'est qu'ici nous nous heurtions à de grands partis nationalistes fortement anticomunistes - l'Istiqlal du Maroc, le Destour de Tunisie et même le MNA algérien de Messali Hadj, en dépit de son recrutement fondé à l'origine sur le prolétariat émigré en France, fondateur de l'Etoile nord africaine de l'avant guerre. Or ces partis dominaient la scène et étaient soutenus par l'écrasante majorité des étudiants du foyer (le 115 Bd St Michel). Les communistes n'étaient pas ici seulement minoritaires, ils étaient isolés. Un isolement renforcé parfois par la politique malheureuse du P.C.F., comme par son absurde théorie de la « nation algérienne en voie de formation par l'apport combiné des Arabes, des Berbères et des Pieds Noirs », formulée par Thorez en 1936 et toujours en vigueur officiellement. Mais il restait difficile de traduire en actes les projets de sortie de cet isolement, ne serait-ce que parce que les dirigeants nationalistes ne venaient que rarement en France (sauf lorsqu'ils y étaient assignés à résidence). Les conflits internes latents dans les partis nationalistes - qui préparaient la constitution ultérieure de l'U.S.F.P. au Maroc, des ben Yousseffistes (puis des ben Salahistes) en Tunisie, de la révolte contre le CC du MNA et la proclamation du FLN en même temps que celle de la guerre de libération en Algérie - nous échappaient. On les observait de l'extérieur. Guère plus. Le résultat a été que beaucoup de communistes ne sont ralliés par la suite à ces courants plus radicaux, sans pouvoir y conquérir des positions d'influence réelle.

Les milieux « indochinois » étaient eux - parfaitement autonomes. Surtout, évidemment, les Vietnamiens qui ne pouvaient guère se partager qu'en deux camps tranchés : celui qui soutenait la guerre de libération au Viet Nam et celui des corrompus à la solde de Bao Dai. Beaucoup des premiers ont rejoint la lutte au pays. On ne fréquentait pas les autres, bien sûr. La position des Cambodgiens était un peu différente. Ni le Cambodge, ni le Laos n'étaient alors véritablement engagés dans la guerre de libération, bien qu'ils y fussent associés à la marge. La méfiance historique des Cambodgiens vis à vis du grand frère vietnamien était visible pour quiconque savait observer attentivement.

Les Antillais naviguaient à part, pour les raisons que j'ai données - la bataille pour l'assimilation - mais ils bénéficiaient du grand prestige mérité de leurs brillants intellectuels, souvent poètes. Le Haïtien Depestre, les

Antillais Césaire et Damas étaient de ceux qu'on écoutait beaucoup, avec lesquels d'ailleurs on discutait librement. Des rencontres toujours rafraîchissantes.

Dans ce cadre le travail de recherche d'Amady A. Dieng permet à coup sûr de mieux situer le mouvement des étudiants de l'Afrique noire française dans l'ensemble des luttes anti-impérialistes de l'époque, d'en saisir la portée et d'en mesurer les limites. Une bonne connaissance de ce chapitre de l'histoire est l'une des conditions nécessaires pour comprendre les problèmes auxquels les Etats de l'Afrique indépendante ont été confrontés par la suite et les réponses que leurs classes dirigeantes et leurs peuples leur ont donné.